

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 77 (1989)

Heft: 4

Artikel: Les Suissesses : européennes à distance

Autor: Bugnion-Secretan, Perle

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-279031>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

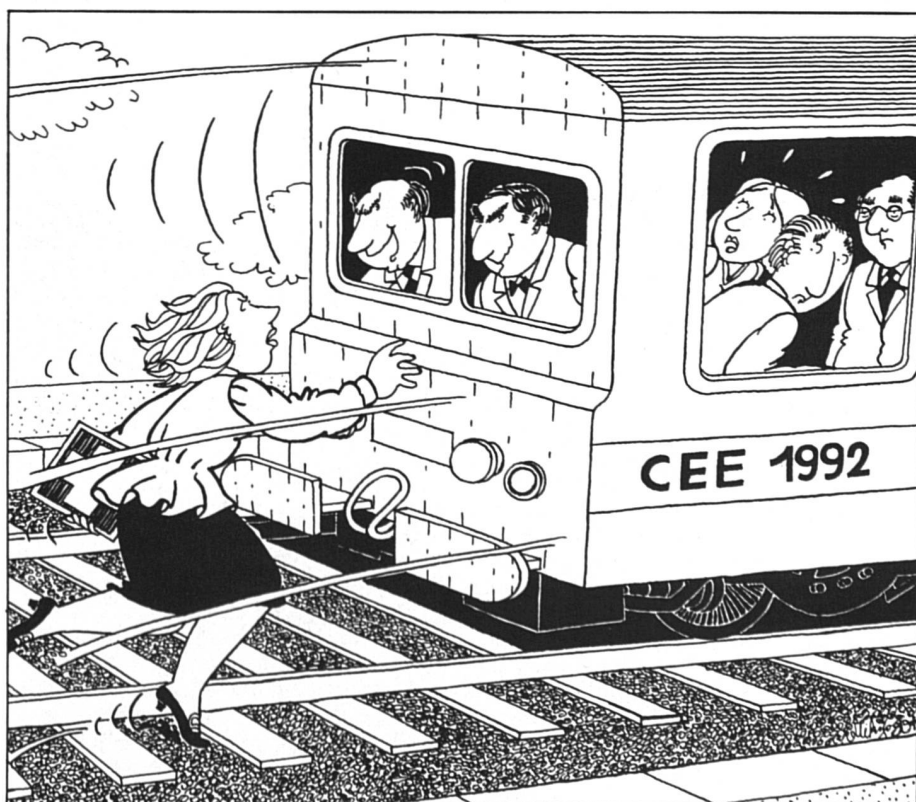
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les Suissesses : européennes à distance

L'Europe et les femmes ? Un thème difficile à cerner, surtout en Suisse, comme l'a montré une rencontre récemment organisée à Lausanne.



C'est l'Alliance de Sociétés Féminines qui a eu l'idée d'organiser, fin février, à Lausanne/Dorigny, au Centre de Recherches européennes, Fondation Jean Monnet, une séance d'information sur ce thème, qui a été finalement peu traitée. Après avoir souligné le dynamisme qui caractérise depuis quelques années la construction de la Communauté européenne, le professeur Rieben, directeur du Centre, a bien rappelé les noms de quelques grandes « Européennes », de Louise Weiss à Simone Weil, en souhaitant que les femmes puissent faire valoir leur sensibilité au niveau des décisions ; mais, a-t-il affirmé, dans la construction et l'accomplissement de l'Europe, citoyens et citoyennes doivent travailler en partenaires égaux et leurs rôles respectifs ne diffèrent guère. Dans la foulée de cette affirmation, l'apport spécifique des femmes à la construction européenne ne fut

presque pas abordé au cours de la journée.

Le prof. Rieben a constaté que parmi ses étudiants et étudiantes, les plus motivés sont des Russes, des Chinois et des Américains, comme s'ils percevaient que quelque chose est en train de se passer en Europe, comme le passage d'une dimension régionale à une dimension mondiale. C'est pour l'Europe une question de survie. Pourquoi la Suisse aborde-t-elle cette question d'un œil blasé ?

Ce n'est pas le cas de la **conseillère aux Etats Josi Meier** (PDC LU). Elle a rappelé qu'elle avait déjà traité il y a quelques années, devant une assemblée des déléguées de l'ASF, la question de la Suisse face à l'intégration européenne. Elle s'est donc bornée pour commencer à décrire l'accélération de la construction de la CE depuis qu'on a fixé une date — 1.1.1993 — pour l'achèvement du marché commun et qu'on

a signé l'« Acte Unique » en 1987. On va depuis lors vers la formation d'une CE non seulement économique, mais politique, sociale, financière, juridique et culturelle.

Adhésion inéluclable ?

Josi Meier ne cache pas son drapeau. Elle voit à long terme comme inéluctable l'adhésion de la Suisse à la CE. Elle voit dans le court terme l'urgence de nous y préparer, et cela en bref sur trois plans :

- juridiquement, en harmonisant dès maintenant nos lois et règlements avec ceux de la CE, afin qu'ils soient compatibles au moment où nous voudrions adhérer,

- moralement, en nous informant, en nous habituant à l'idée de devoir abandonner quelques « helvétismes », ce que Josi Meier appelle le « Rütli-reflex », pour le remplacer par ce que le président Delamuraz appelle le « réflexe européen »,

- politiquement, en manifestant clairement notre volonté de participer solidairement à la destinée de la CE, de ne pas chercher seulement des avantages ponctuels par des traités séparés, tout en restant à l'extérieur.

La CE s'achemine vers la suppression des frontières par le libre passage des personnes, des marchandises, des services. Elle s'achemine vers une politique internationale commune, une politique commune dans le domaine de l'agriculture, des transports, de la recherche scientifique et technique, de l'emploi, vers un ordre juridique commun. Ce développement concerne tous les Suisses. Chacune, chacun sera touché, s'il ne l'est pas déjà.

Et pourtant, comme le remarque Josi Meier, nous n'avons pas encore assumé complètement le passage, en 1848, dans notre évolution historique, de la forme d'une confédération d'Etats à la forme d'un Etat fédératif. Nous sommes encore attachés à des souverainetés cantonales, prestigieuses certes, précieuses, quant à nos universités, l'Ordre des avocats, ou la consultation des cantons lors de la préparation des lois fédérales, mais qui nous empêchent d'admettre l'idée de payer un jour, par l'abandon d'une partie de nos souve-

rainetés cantonales et de notre souveraineté nationale, notre adhésion à une communauté plus vaste. Notre fédéralisme doit s'élargir au point de nous permettre d'envisager calmement la chose quand la question sera posée. Cette réflexion doit devenir le thème prioritaire de notre politique intérieure et de notre politique étrangère ces prochaines années.

Outre la CE, il y a plusieurs « Europes », notamment celle du Conseil de l'Europe à Strasbourg, et celle des organisations privées, dites ONG. Parmi celles-ci, le CECIF, qui est le groupement des conseils nationaux de femmes européens, dont l'ASF fait partie, dans le cadre du Conseil International des Femmes. Mme **Danielle Bridel** qui représente l'ASF au CECIF, a fait part de ses préoccupations. Le CECIF a pu longtemps collaborer activement avec le Conseil de l'Europe : séminaires, rapports, consultations. Mais le Conseil de l'Europe voit ses activités se restreindre au profit de la CE. Or, la CE ne connaît pas les ONG, à moins qu'elles n'aient un but économique. Son Bureau de l'égalité et son service d'information pour les femmes ont certes fait de l'excellent travail, (nous en avons souvent rendu compte dans ces co-

lonnes), mais pour avoir des vis-à-vis dans l'étude des problèmes féminins, ils n'ont pas recouru aux organisations comme le CECIF. Ils ont plutôt suscité des « structures d'influence » (sic), avec lesquelles l'ASF n'a aucun lien même indirect, comparable à ce qu'elle pouvait avoir avec le Conseil de l'Europe. En effet, ces « structures » sont formées de femmes appartenant aux pays de la CE, et les dix conseils nationaux de femmes de la CE qui appartiennent au CECIF ne lui accordent plus grande importance, ils ont d'autres voies d'accès aux autorités de la CE.

Les participantes à la journée de Dornoy auront sans doute accordé un intérêt particulier aux débats au Conseil National dans la semaine qui a suivi. Ils se sont conclus de la façon à laquelle on pouvait s'attendre : la Suisse ne veut aujourd'hui ni adhésion, ni marginalisation ; elle met son espoir dans une troisième voie, celle des négociations, une voie qui, selon Josi Meier, fait penser à un exercice sur la corde raide.

Perle Bugnion-Secretan

(Lire également l'article sur la coordination européenne des « Women's studies » en p. 15).

Notre santé nous appartient

Nouvelles techniques de reproduction, contraception, avortement, sexualité : les questions ayant trait à la santé des femmes constituent un enjeu de taille pour les féministes du monde entier. L'Association des femmes pour la santé (Asociacion Mujeres para la Salud, AMS) organise une conférence européenne sur ces thèmes, qui aura lieu à Madrid du 22 au 25 juillet. Buts de cette rencontre : définir des objectifs communs sur le plan européen et, plus largement, international (une rencontre internationale aura lieu aux Philippines en 1990) ; instaurer une coordination entre les différents groupements et associations qui se préoccupent de la santé des femmes ; partager travaux et expériences.

Les organisatrices lancent un appel à

toutes les femmes concernées pour les inviter à participer. La conférence aura la forme d'un espace ouvert aux débats et aux ateliers qui seront proposés, afin que tous les groupes nationaux aient la possibilité de faire connaître leurs priorités. Celles qui sont intéressées peuvent s'annoncer à l'adresse ou au numéro de téléphone ci-dessous :

Le logement et les repas auront lieu dans des foyers universitaires. Le prix de l'inscription est de 3 000 pesetas (inscription plus repas 4 500 pesetas, inscription plus repas et logement 15 000 pesetas), mais peut être discuté selon les moyens des participantes. Langues de travail : anglais et espagnol.

AMS, Barquillo 44, 2 Izqua, 28005 Madrid, tél. 341 419 36 89.

ENGLISH COURSES FOR WOMEN

Conférences * Etudes * Vacances

- * Un programme linguistique varié et stimulant
- * Des ateliers sur des sujets qui concernent les femmes
- * Rencontres internationales
- * Activités, visites et loisirs
- * Une atmosphère de compréhension et de soutien
- * Logements amicaux chez des femmes



APHRA

21 Monastery Street, Canterbury, Kent, England.

Les Espagnoles du XXIe siècle

La question de la formation professionnelle des femmes est actuellement cruciale en Espagne. De nombreux organismes s'en occupent. Un exemple : le Centro Assessor de la Mujer, à Alcalá. Un cours de formation professionnelle organisé par ce Centre a été littéralement pris d'assaut dès l'ouverture des inscriptions : 1 000 demandes pour 250 places. La responsable du Centre se plaint du désintérêt des politiciens mâles pour la question, sauf au moment où ils partent à la pêche aux votes.



MINISTERIO DE CULTURA
Instituto de la Mujer

L'affiche de l'Institut de la Femme espagnol, rattaché au Ministère de la Culture, que nous reproduisons ici, a justement pour but de sensibiliser tout un chacun à ce problème. Avec un slogan : « Ne mets pas de limites à son éducation, c'est une femme du XXIe siècle ! »

Forum des Femmes chrétiennes

La justice, la paix, la sauvegarde de la création : ces thèmes ont été abordés, sous un angle spécifiquement féminin, lors du Forum œcuménique des femmes chrétiennes, qui s'est tenu en février dernier en Suisse, à Boldern. 90 femmes venant de 23 pays d'Europe et représentant diverses confessions chrétiennes ont écouté une conférence de la Dr. Antje Vollmer, pasteur en RDA et déléguée au Bundestag, puis ont participé aux ateliers de réflexion.

Elles ont réaffirmé la nécessité d'un travail commun en vue de dépasser les barrières nationales et confessionnelles et de promouvoir une approche des problèmes basée sur la non-violence, la relation à autrui et le respect de l'environnement. Les femmes sont co-responsables de la situation où se trouve la planète ; mais elles possèdent une force spécifique pour contribuer à l'améliorer.

Ce forum avait pour but de préparer la participation des Femmes chrétiennes d'Europe au Rassemblement œcuménique européen qui traitera des mêmes thèmes, et qui aura lieu à Bâle du 15 au 21 mai prochain.